



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 98

Texte de la question

POLITIQUE DE LA VILLE

M. le président. La parole est à M. Armand Jung, pour le groupe socialiste.

M. Armand Jung. Monsieur le ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine, des événements très graves se sont produits, comme vous le savez, dans le quartier de Hautepierre à Strasbourg le 18 octobre dernier.

M. François Goulard. Il y est allé, lui !

M. Armand Jung. Ces événements violents ont été condamnés par tous les habitants de la ville et leurs représentants.

Le ministre de l'intérieur est venu sur place rappeler la fermeté de l'Etat et les règles de l'ordre républicain. Mais maintenant, que devons-nous faire ?

Au-delà de la nécessaire action répressive, il convient de délivrer à nos concitoyens, tant à Strasbourg que dans d'autres villes, un message d'espoir face à la haine et à la désespérance.

La répression seule, nous le savons tous, ne suffira pas à répondre à la crise sociale profonde que vivent nos quartiers. Nos concitoyens, notamment dans les centres urbains, attendent vos réponses, qui tardent à venir.

(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)

M. René André. Vous êtes mal placé pour le dire !

M. Patrick Ollier. Ça vous va bien !

M. Armand Jung. Au moment où vous remettez en cause les entreprises d'insertion, les contrats emploi-solidarité, les emplois-jeunes, qui offraient des perspectives professionnelles, au moment où vous supprimez par milliers les postes d'aides-éducateurs dans les lycées et collèges,...

M. Dominique Dord. Arrêtez !

M. Patrick Ollier. Ce monsieur est un provocateur !

M. Armand Jung. ... sans parler de la menace qui pèse sur le RMI, quel avenir voulez-vous pour les habitants et les jeunes de nos quartiers, pour leur éducation ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. Vous avez eu cinq ans !

M. Armand Jung. Ma question aurait d'ailleurs très bien pu s'adresser à votre collègue chargé de la jeunesse et de l'éducation.

En clair, au-delà des déclarations d'intention, monsieur le ministre, avez-vous les moyens et l'ambition de mener une grande politique de la ville ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine.

M. Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine. Monsieur le député, vous avez

raison de dire que, depuis des années, une partie de la France a été oubliée (« *Cinq ans !* » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle), celle notamment qui vit dans les quartiers difficiles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Mais ce qui est plus grave, dans le cas de Strasbourg, c'est que le Parlement européen est à quelques encablures seulement de quartiers qui ont été abandonnés par la communauté nationale, et surtout par les responsables de l'agglomération et de la ville de Strasbourg.

M. François Lamy. Votre propos est scandaleux !

M. le ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine. Je vous répondrai précisément.

Premièrement, le ministre de l'intérieur est venu voir les victimes...

Mme Martine David. Et alors ?

M. le ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine. ... et a organisé la sécurité de ces quartiers.

Deuxièmement, le grand projet de ville, lancé par mon prédécesseur, est enfin en route. M. Delyon rendra le projet la semaine prochaine, et je vais dans quinze jours rencontrer Mme Keller à Strasbourg.

Troisièmement, dans le but de garantir la capacité d'aller et de venir, la ville de Strasbourg vient enfin de décider que Strasbourg et le Neuhof seraient reliés par une ligne de tramway, ce qui me paraissait la moindre des choses.

Enfin, vous avez évoqué les emplois-jeunes. Très franchement, les métiers de l'humain, qui sont indispensables au soutien de nos activités, méritent mieux que la précarité. C'est pour cela que nous travaillons avec François Fillon sur un nouveau dispositif, pour enfin aider ces quartiers. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Armand Jung](#)

Circonscription : Bas-Rhin (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 98

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : ville

Ministère attributaire : ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 octobre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 octobre 2002